

Article 2**LA RCA, UN PAYS A LA DERIVE : CONFLITS ARMES, EFFONDREMENT DE L'ETAT, BALKANISATION DU TERRITOIRE ET ENJEUX GEOPOLITIQUES**

Dr Basile PAPOTO,
Maître Assistant de géographie,
Université de Bangui- RCA
papotobasile@yahoo.fr

Résumé :

Située au cœur de l'Afrique, la République Centrafricaine est devenue ces vingt dernières années l'un des grands foyers de tension en constante effervescence. Cette métamorphose de la gouvernance démocratique en un climat socio politique exécrable, semble l'avoir érigée en principale place théâtrale de conflits armés perpétrés par 14 groupes dissidents qui ont décidé de balkaniser le territoire en le plongeant dans les affres d'une guerre meurtrière sans précédent. Les échos traumatisants de celle-ci soulèvent des débats et des questions d'ingérence dans les affaires intérieures du pays, la redéfinition de nouveaux rapports de force stratégiques et géopolitiques dans le cadre des relations internationales très complexes. La RCA est donc entrée dans une nouvelle ère de violences caractérisées par la conquête et la prise du pouvoir politique par des coups d'Etat dont nous retracerons brièvement quelques épisodes dramatiques qui ont eu des impacts dévastateurs dans ce pays enclavé et qui, finalement, ont remis en cause son processus de développement.

Mots clés : conflits, armés, balkanisation, territoire.

Summary:

Located in the center of Africa, the Central African Republic (CAR) is one the biggest agitating tension region. This metamorphosis of this democratic governance into a detestable socio political climate seems to have transformed it as the main zone of army conflicts perpetuated by 14 dissident army groups which have decided to divide the territory plunging the country in an unprecedented murderous war. The traumatic echoes of this war have raised debates and subjects of interference in the internal affairs of the country, the redefinition of a new strategic and geopolitical proportion of force in the domain of a complex international relation. The CAR entered then in an era of violence's characterized by a conquest and access to political power by repetitive political overthrowing that we are trying to describe some dramatic episode which have had a devastating impact on this land locked country which has affected negatively its development.

Keywords: conflicts, armies, boundary, territory.

INTRODUCTION

La République Centrafricaine (RCA) est un pays d'Afrique centrale enclavé dont les coordonnées géographiques sont comprises entre 2° 16 et 11° 20 de latitude Nord et 14° 20 et 27° 45 de longitude Est de Greenwich. Elle a environ 5000 km de frontières. Le territoire a la forme d'un quadrilatère irrégulier allongé surtout d'Est en Ouest sur 1200 km dans les zones climatiques subéquatoriale et « soudanaise ». Pays mal connu sur la scène internationale, la RCA est assez vaste avec ses 623000 km². Elle n'est peuplée que de 5 millions d'habitants à peine, soit 8 habitants au km² en 2015. Bangui est sa capitale avec un million d'habitants sur environ 80 km².

Du point de vue historique et géographique, l'actuel territoire de la RCA connu par le nom de l'Oubangui-Chari, était rattaché à l'AEF (Afrique Equatoriale Française) en 1910. Il faisait partie jadis des régions en perpétuelle insécurité à cause des razzias esclavagistes et c'était aussi l'une des dernières découvertes des terres inconnues du monde occidental presque à la fin du XIXe siècle. Il figurait sur la dernière « carte blanche » de l'Afrique centrale, une expression utilisée dans le langage de la géopolitique de la fin du XIXe siècle pour signifier le manque d'information sur cette partie enclavée du monde, sans qu'aucune personne en occident n'ait la moindre idée relative à ses milieux physiques et les modes de vie de ses populations. Bref, c'était le dernier des derniers pays inconnus d'Afrique surnommé par les premiers explorateurs « le pays des primitifs » où régnaient les guerres intertribales, le commerce odieux des esclaves et l'insécurité. Cela aura des répercussions négatives durables sur son évolution sur la scène internationale. La RCA sombre dans des problèmes structurels et ses Indicateurs de Développement Humains (IDH) actuels sont tombés plus bas. Il faut rechercher les causes dans les impacts négatifs de son histoire obscure.

Un observateur attentif verra une aggravation de la pauvreté liée aux faiblesses du capital humain, à la chronicité des mentalités arriérées qui reposent sur la frugalité ancestrale auxquelles se greffent les multiples échecs de la productivité globale. Tout cela est le reflet de la médiocrité des rendements dans les diverses activités économiques mesurées en terme de la création des richesses à l'échelle nationale. A ces déboires, s'ajoutent le sous équipement qui est la conséquence d'un sous investissement aiguë par l'enclavement du pays, la décadence des infrastructures des transports et d'autres moyens de communications adéquats qui ont mis à mal son processus de développement depuis son accession à l'indépendance le 13 Août 1960. A partir de 1996, le pays connaît la première crise militaire de son histoire (trois mutineries) sur fond de crises socio-économiques et politiques perlées, lesquelles ont éclaté en conflits à

ciel ouvert dont le paroxysme de violence est survenu depuis 2013. Cependant, il serait souhaitable qu'on examine d'abord le contexte de l'étude de ce thème pertinent dont nous allons tenter de décrypter succinctement quelques éléments d'appréciations.

1. Contexte de l'étude lié à la crise géopolitique affectant la vie socio économique

Ce thème choisi dans le cadre de la rédaction de cet article s'inscrit dans un contexte particulier de débordements des guerres en Afrique centrale en général et leurs retombées géopolitiques en RCA, pays appauvri et meurtri qui s'est empêtré dans une interminable flambée de conflits armés qui ne laissent pas de possibilités de sortie de crise. Ce qui sous-entend l'enchaînement des violences accompagnées des destructions à grande échelle des biens publics et privés auxquels s'ajoutent des déplacements massifs des populations à la recherche des abris de fortune, dénommés des « sites des déplacés » aussi bien dans la capitale Bangui que dans l'arrière-pays.

Cette étude ouvre plusieurs pistes de réflexion sur les problèmes de sécurité collective et de méthodologie « d'interventions du politique dans la vie sociale et économique qui dérivent de la responsabilité première du gouvernement : assurer son autorité sur le territoire de l'Etat, la paix et la justice à l'intérieur, la sécurité aux frontières (P. Claval, 1995) » afin de préserver « la grandeur (et la dignité) du peuple centrafricain qui dépend principalement de la qualité de son caractère et du niveau de moralité de ses hommes » faute de quoi, il faut s'attendre toujours à ces éternels recommencements des manifestations de l'anarchie à grande échelle, c'est-à-dire le désordre imposé par l'absence de commandement.

2. Hypothèses et problématique de la recherche

Comment expliquer la naissance de ce borbier centrafricain qui, en d'autres termes, n'est qu'une métamorphose du climat sociopolitique déjà décrié bien avant, pendant et après le coup d'Etat du 24 Mars 2013 ? Nous allons donc partir de cette réflexion pour émettre des hypothèses qui serviront de guide à notre recherche de vérité.

En tout état de cause, l'analyse simple de cette situation explosive que connaît la RCA tend à désorienter l'opinion publique par rapport aux causes réelles de ces épouvantables déchirements du pays. D'aucuns seraient tentés de bâtir comme hypothèse que les véritables causes seraient liées à une accumulation de crises économiques issues des lois du marché mondial, avec la détérioration des échanges extérieurs ainsi que celle des PIB *per capita* dont

le substratum correspond aux traditionnelles crises cycliques du capitalisme libéral devenues récurrentes, en engendrant une explosion de la pauvreté qui se traduit ensuite par des crises politiques, la mauvaise gouvernance, les mécontentements populaires, les luttes armées, les revendications identitaires et la radicalisation de nouvelles idéologies séparatistes dans le pays avec finalement la balkanisation et la confiscation de ses immenses ressources territoriales. C'est bien possible. A notre avis, la réponse est claire : la RCA est victime de la convoitise déréglée de ses importantes richesses naturelles, orchestrée par une nébuleuse ayant planifié méthodiquement une politique aventuriste en faisant recours à des forces obscures, aux idéologies envahissantes dont les retombées ne peuvent que remettre en cause son développement par tous les moyens, y compris des crimes organisés pour des raisons de recherche de gros intérêts financiers égocentriques.

3. Démarche méthodologique et difficultés inhérentes à la recherche

La collecte des données documentaires, l'observation analytique des phénomènes étudiés, la détection des corrélations dans les faits observés qui nécessitent une démarche hypothético-déductive nous ont permis de mobiliser un arsenal d'informations utiles pour la structuration de cet article, notamment des documents narratifs (journaux, périodiques présents sur le marché local). A cela, s'ajoutent les témoignages oraux recueillis, les documents visuels (surtout la télé), les témoignages personnels, la consultation d'ouvrages généraux portant sur les conflits et la fragilité des Etats dans le monde dont certains figurent dans les références bibliographiques. Toutefois, notre but n'est pas de fournir les détails de ces événements, mais d'offrir au lecteur l'intérêt de ce nouveau paradigme lié à cette crise, notamment la version succincte des faits enregistrés tout en reconnaissant la complexité des circonstances qui les ont engendrés ou les ont aggravés. La RCA étant un pays enclavé, n'oublions pas surtout que cet enclavement constitue un goulot d'étranglement qui est synonyme de sa marginalité spatiale et de sa désintégration territoriale que nous allons tenter d'expliquer à travers quelques éléments de réponse.

4. Enclavement, insécurité intérieure et marginalité spatiale des terres centrafricaines

Il est certain que l'éloignement de l'océan atlantique situé au-delà du Cameroun et du Congo Brazza aux côtés desquels se dessine l'ombre de ce géant qui est la RDC (République Démocratique du Congo), confèrent à la RCA des conditions d'ouverture extérieure

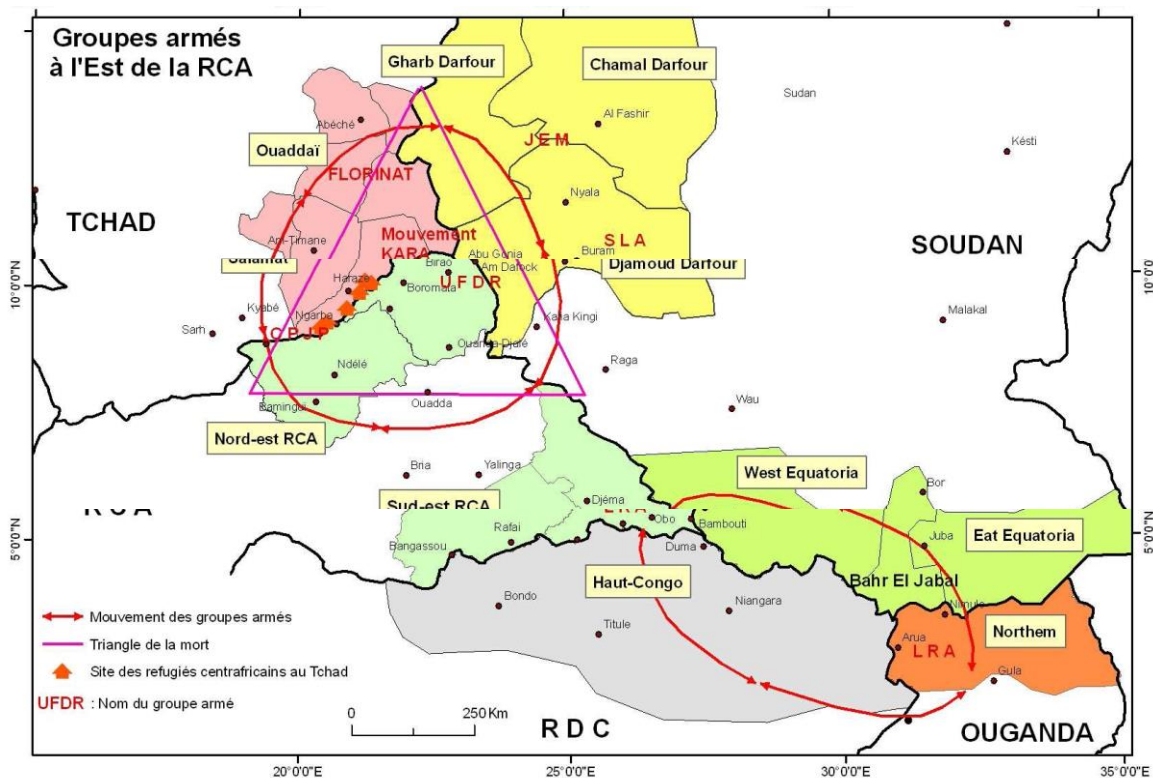
défavorables à son développement. Elle apparaît confinée à l'intérieur du continent sous forme d'une entité géopolitique prisonnière des goulots d'étranglement qui ont la fâcheuse tendance de décourager les investisseurs étrangers désireux de mettre en valeur ses ressources économiques et humaines. Elle est ainsi reléguée au rang secondaire, marginalisée sur la scène internationale et victime d'un oubli fréquent de la part du reste du monde.

Cependant, la RCA est l'un des pays africains qui attendent avec patience leur développement et qui espèrent y arriver un jour. Bien entendu, les autres pays de l'Afrique centrale se sont démarqués à leur manière, notamment le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Cameroun. Le constat est amer depuis la mort du Président fondateur du pays, Barthélemy Boganda le 29 mars 1959, suivie de l'indépendance des centrafricains le 13 Août 1960 : le pays a enregistré plus de 15 coups d'Etat, avec en moyenne une crise tous les trois ans. Marchant de crise en crise, la RCA n'était plus en mesure d'atteindre les fameux objectifs du millénaire dont l'échéance était fixée à l'horizon de 2015.

Avec les nouveaux désordres survenus à l'issue des élections démocratiques de 2011, la RCA est devenue, d'après l'expression de B. Bounoung Fouda, économiste à l'Université de Paris Sorbonne, « le lit naturel de conflictualité d'origine géopolitique »... en plus de l'apparition d'une nouvelle période d'interminables confrontations byzantines orchestrées par de nombreux mouvements armés en rébellion contre le pouvoir central de Bangui. Le dernier événement, en date du 24 Mars 2013, marqua l'avènement spectaculaire des troupes de la « Séléka » et leur prise de pouvoir politique à Bangui. Cet épisode est précédé par de nombreux signes précurseurs qui ont joué le rôle de courroies de transmission des virus de ce mal qui perdurait dans les pays voisins, notamment au Darfour (Soudan) et au Tchad, en terres centrafricaines en dessinant dans l'espace ce qu'on appelle désormais « l'axe du mal ». L'expression « axe du mal » a été utilisée à plusieurs reprises par les médias qui ont voulu instrumentaliser les propos du Président américain G.W. Bush qualifiant un certain nombre d'Etats de « voyous » sur la scène internationale d'autant plus que ces Etats, connus comme tels, à savoir : l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, représentent selon lui, un danger pour le reste du monde en voulant se doter d'armes de destruction massive. En faisant une allusion à cela, on s'aperçoit qu'il existe bien entendu d'autres axes du mal dans le reste du monde et en Afrique centrale à l'exemple des conflits armés qui ont éclaté au Darfour, au Tchad et dans le Nord-Est de la RCA, une sous région sahélienne qui apparaît comme désintégrée par des tensions sociopolitiques, alimentées des déchainements de violence, des représailles systématiques entre éleveurs et agriculteurs, ayant entraîné en 2007 plus de 200 000 morts au Darfour proprement

dit, 2,5 millions de déplacés à l'intérieur du Soudan et près de 300 000 réfugiés au Tchad voisin. Cette situation explosive a vu son centre de gravité se déplacer très rapidement vers la RCA en couvrant principalement cet espace géostratégique situé aux confins de ces trois pays limitrophes (Tchad, Soudan, RCA) où règne en permanence la psychose de la guerre, à tel point qu'on a fini par l'appeler le « Triangle de la mort ». Alertée par les rapports accablants des organisations humanitaires (le Haut Commissariat aux Réfugiés, Amnesty Internationale, Humann Right Watch), la communauté internationale a fini par réagir pour l'envoi de la Force Européenne (EUFOR) de maintien de la paix dont le bilan d'intervention soulève d'autres interrogations.

5. Carte de l'axe du mal (Darfour- Tchad- RCA): un triangle de la mort



Source : Carte fournie par B. Bangara au Laboratoire de Cartographie, de Climatologie et d'Etudes Géographiques (LACCEG) Guy Lasserre, Département de Géographie, Université de Bangui.

6. Le début des dissidences armées en Centrafrique et conflits de territorialité

Avant de se généraliser dans l'ensemble du pays, l'insécurité qui sévissait au Nord- Est de la RCA a fait l'objet de beaucoup de travaux scientifiques, entre autres, ceux de Rose NDO'O, historienne à la Fondation Paul Ango Ella (FPAE) à Yaoundé au Cameroun dont l'analyse a retenu notre attention. Selon elle, « c'est justement dans ces régions fortement marquées par la faillite de l'Etat, sorte de *no man's land* qu'ont élu domicile des mouvements nationaux de rébellion armée aux ambitions politiques » démesurées à savoir : le CPJP,

(Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix) de Charles Massi, le FDPC (Front Démocratique du Peuple Centrafricain) d'Abdoulaye Miskine, le MLCJ (Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice) d'Abakar Sabone, l'APRD (Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie) de Jean Jacques Demafouth, l'UFDR (Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement) de Michel Djotodia. Son commandement est assuré par Zacharia Dafane...

Toutes ces rébellions drainent derrière elles « des bandes armées non identifiées constituées des déserteurs (anciens soldats ou guérilleros des pays voisins) reconvertis dans le grand banditisme, et même des mouvements de rébellions étrangers tels que l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de l'Ougandais Joseph Kony ». Finalement, « la tourmente qui secoue les voisins de la RCA (Tchad, Soudan, RDC), l'a transformée en véritable sanctuaire des seigneurs de guerre et des prédateurs de toute sorte ». Pour faire face à ces oppositions armées, le pouvoir central de Bangui répond par des négociations et des accords de paix.

7. Les multiples accords de paix stériles

Malgré les avancées importantes pour le retour à la démocratie en RCA et le processus de réconciliation nationale, des heurts entre l'armée régulière et des mouvements de rébellion armés transfrontaliers ont fait irruption dans le Nord- Ouest et le Nord- Est de la RCA à partir de 2006. Il s'en est suivi des exactions et attaques contre des populations civiles et des destructions massives provoquant une crise humanitaire grave.

En Février 2007, un accord de paix est signé entre le gouvernement centrafricain et le représentant d'un mouvement armé, celui d'Abdoulaye Miskine du FDPC. Ce fut l'accord de Syrte en Libye. Dans les mois qui l'ont suivi, fut signé l'accord de paix de Birao (RCA) en Avril 2007 ; dans la même continuité, le gouvernement signa un autre accord avec Zakaria Dafane, représentant de l'UFDR dont le futur Président Djotodia en fut le fondateur. De fil en aiguille, pour trouver une issue définitivement favorable aux règlements des conflits, un énième accord de paix globale a été signé à Libreville en 2008. Partant de là, le gouvernement a mis en place un Comité préparatoire pour la tenue d'un nouveau Dialogue National dit « Inclusif ». Ce fut le fameux Dialogue Politique Inclusif (DPI) de 2008. Or, comme on le dit souvent, « qui veut la paix, prépare la guerre ». Et c'est ce qui va se passer par la suite que nous allons découvrir lentement et progressivement.

8. La naissance de la Séléka et sa prise de pouvoir politique

Contrairement à ce qu'on peut imaginer, la Séléka est un mouvement politique de rébellion armée sans tête avec autant de porte parole que de commandants militaires. Elle serait née discrètement en Septembre 2012 en France, à la suite des retrouvailles et des ententes secrètes entre plusieurs acteurs politiques qui se sont mis d'accord pour peaufiner leur plan d'action afin d'écarter F. Bozizé du pouvoir.

Prendre le pouvoir par la force afin de s'autoproclamer Président et Chef de cette grande entreprise politique de caractère institutionnel qu'on appelle République et l'Etat centrafricain, voilà ce que voulaient quelques leaders de la Séléka avec la complicité du Tchad et de la France. Le plus difficile qui attendait les prétendants étaient de sauver les apparences, de consolider les acquis politiques et leurs intérêts dans tous les domaines, en particulier les secteurs stratégiques de l'économie nationale, grâce à l'appui des étrangers méticuleusement choisis ; et comme l'union fait la force, la Séléka est l'incarnation de quatre groupes de rébellion hétéroclites (UFDR, CPJP, FDPC et CPSK).

Autres objectifs ultra secrets qu'elle voulait atteindre, seraient un projet de création d'un Etat islamique dont le territoire serait la somme d'une partie amputée du territoire centrafricain (au Nord- Est ?), du Sud-Est du Tchad et du Darfour ? Mais ce projet machiavélique publié sur les réseaux sociaux, aurait été concocté par l'ancien Président de l'UFDR, Djotodia qui nia son existence une fois au pouvoir. Il était sans doute plus sage de ne pas se reconnaître dans ce genre de projet suicidaire qui aurait pu inévitablement enflammer la sous région et bouleverser les rapports de force et la carte géopolitique.

Bref, la Séléka apparaît floue dans le paysage politique centrafricain, sans aucun programme de gouvernance, sans idéologie claire, reproduisant en RCA les mêmes schémas des invasions barbares qu'a connues l'Europe antique avec ses périodes de troubles marquant la fin de l'Empire romain au Ve siècle avec la destitution du dernier Empereur Odoacre en 476 ap. JC. Comment le pays peut-il être en paix s'il est entouré de toute part par des voisins extrêmement dangereux chez lesquels les guerres et les bruits de guerre en provenance du Tchad, du Darfour, de la RDC et du Congo Brazza sont récurrents ? N'est-ce pas là des preuves irréfutables qu'ils abritent sur leurs sols des différents groupes d'individus armés, des extrémistes religieux, des rebelles et des bandits de grands chemins, voire des terroristes ? Dans le cas de la Séléka, il convient de souligner que les responsables politiques de cette nébuleuse justifiaient l'origine de ce mouvement obscur en diabolisant Bozizé d'être le mal des Centrafricains et de n'avoir jamais respecté ses engagements à leur égard... Pour une ironie du

sort, la Séléka, une fois lancée à l'assaut du pouvoir, colportait sur ses nombreux passages, des malheurs et des scènes de désolations à grande échelle en devenant en un temps record, mille fois plus pire que Bozizé. C'est ce que nous allons décrire successivement dans les pages suivantes.

9. La chute du régime de Bozizé

L'heure est grave, a déclaré Bozizé aux Centrafricains, et c'est à cause tout simplement du pétrole, de l'or, de la cimenterie et de l'uranium que cette crise politico- militaire a éclaté. Et Bozizé d'ajouter : « Avant de confier l'exploitation du pétrole aux Chinois, j'avais reçu 4 hauts fonctionnaires de la société française Total à qui j'ai fait la proposition d'exploiter les gisements du pétrole centrafricain en vain. Ils avaient refusé, et finalement j'ai été obligé de le confier aux Chinois. Finalement, c'est devenu un problème » (discours à la nation du 15 mars 2013). Le Président Bozizé a-t-il ouvert la boîte de Pandore ou les portes de l'enfer pour y précipiter la RCA dans des malheurs en confiant l'exploitation du pétrole aux Chinois ? Pourquoi une implication de la France ? Tout le monde sait qu'au commencement, la RCA était une entité de création française. C'est la France qui, en établissant la notion de frontières du pays en fonction de ses intérêts et des particularismes locaux, a fait germer progressivement dans le pays le sens « national ». C'est toujours cette même France à travers l'ORSTOM (Office des Recherches Scientifiques des Territoires d'Outre-mer) qui a mis à jour l'inventaire des potentialités du sol et sous-sol centrafricains dont elle s'arroge souvent le droit de veto sur l'exploitation de certaines ressources jugées stratégiques au nom de la vieille doctrine de « Françafrique ». Toutefois, on sait qu'auparavant, les ancêtres des centrafricains actuels ignoraient l'existence de la quasi totalité des différents gisements minéralogiques et géologiques (à part le fer et peut être le cuivre) du pays et qu'on avait surtout affaire à un conglomerat de populations indigènes et leurs grandes variétés ethniques, vivant dans la frugalité ancestrale sans projets d'avenir et sans organisation géopolitique d'ensemble. Voilà pourquoi, la France entend jouer en RCA le rôle de beau ou de mauvais temps selon ses intérêts recherchés à travers le pays et que tout le monde a fini par comprendre parfaitement ses acrobaties diplomatiques...

En ce qui concerne la Séléka, plus le temps passait, plus ses acteurs augmentaient la pression d'un cran à chaque tentative de médiation ou de négociation, lesquelles étaient vouées d'avance à l'échec. Il fallait trouver un compromis pour que Bozizé partage son pouvoir avec

la Séléka. D'autres réclamaient purement et simplement son départ. Durant ces temps exécrables, on a assisté à toutes sortes de manœuvres politiques avec parfois des retournements spectaculaires des personnalités politiques, des acrobaties diplomatiques qui laissaient apparaître des crocs et des grincements de dents. Conséquences : on tenta de naviguer d'accord en accord (accords de Djaména, accords de Libreville, médiation du Congo) sans que ces accords ne soient respectés. Le sort de Bozizé étant décidé dans les coulisses et certaines chancelleries, la route du pouvoir qui a été barrée par les forces de la FOMAC (Force Multinationale de l'Afrique Centrale) a été ouverte sans aucune opposition à la Séléka après ses nombreux points d'arrêts dans l'arrière-pays, à Ndélé, Bria, Ippy, Bambari, Grimari, Dékoa, Sibut, Damara... Ce passage en force s'est fait, paraît-il, avec la complicité des contingents tchadiens de la FOMAC et en fin de compte la Séléka a fini par marcher sur Bangui où elle a pris le pouvoir le 24 Mars 2013.

10. La Séléka, vecteur de l'éclosion des groupes armés et la dérive de l'Etat

Après le renversement de François Bozizé, les intentions géopolitiques de la « Séléka » étaient ouvertement sécessionnistes ; elles consistaient à découper arbitrairement la RCA en deux entités territoriales distinctes dont la moitié Est du pays devrait revenir par la force à ses ressortissants arabo-musulmans qui sont minoritaires (moins de 10% de la population) dans le pays. C'est justement dans ces régions jadis soumises intensément aux trafics arabes des esclaves que se trouve actuellement la future exploitation du gisement de pétrole, qui possède en arrière-plan, l'exploitation d'importantes ressources naturelles, à savoir des aires protégées et surtout les mines d'or et de diamant, etc.

Avec les conflits armés ayant occasionné la faillite de l'Etat, la RCA est à la dérive. Le Président M. Ndjotodia qui a accédé au pouvoir par la force était dépassé par le chaos général que lui et ses troupes ont instauré dans le pays. Sa première mesure audacieuse consistait à promulguer un décret n°13.334 portant dissolution de la « Séléka » à compter de 13 septembre 2013. Et d'ajouter que l'heure était grave du point de vue sécuritaire et socio-économique et surtout « l'assèchement des recettes publiques » dû à des individus mal intentionnés qui ont érigé partout dans le pays des barrières illégales sur les axes routiers afin de percevoir des droits de douane et autres taxes supplémentaires au détriment de l'Etat. Pire encore, le taux de croissance économique du pays s'est inversé passant de 5% à la veille du renversement de François Bozizé à -47% après sa chute. Tous les secteurs de l'économie étaient au rouge à cause des crimes économiques commis à grande échelle dans le pays. C'est ainsi que l'avènement de

la « Séléka » et l'anarchie qu'elle créa, a ouvert la voie lointaine à des braconniers en provenance du Soudan en armes de guerre. Ces derniers ont traversé tout le territoire du Nord-est au Sud-ouest sans être inquiétés, en débarquant le 6 Mai 2013 à Bayanga où ils sont entrés dans les aires protégées de Dzanga-Sangha en massacrant des dizaines d'éléphants afin de récupérer leurs pointes d'ivoire.

Il convient de préciser que ce parc, d'une superficie de 4577km², fait partie depuis 2000, de trois parcs nationaux contigus du Cameroun, du Congo et de la RCA et que c'est le 1^{er} Juillet 2012, lors de la 36^e réunion du comité permanent de l'UNESCO que ce site a été déclaré patrimoine mondial. Les autres crimes et pillages à mains armées se sont multipliés partout. Il est très difficile d'établir un bilan matériel, humain et financier exhaustif. Toutefois, les églises chrétiennes (Catholiques et Protestantes) ont publié quelques résultats partiels des agissements barbares des soldats de la « Séléka » dont voici la quintessence ci-après.

11. Les crimes et les pillages des églises chrétiennes

Face à l'ampleur de la tragédie centrafricaine, les églises chrétiennes ont fini par réagir en adressant deux lettres respectives au nom des Catholiques et des Protestants au Président de la République, lettres dans lesquelles elles dénoncent les exactions odieuses de la « Séléka ». Le constat est sans appel. Partout où les éléments de ce mouvement obscur sont passés, les populations autochtones sont traitées avec mépris et frappées de disette et de deuil. Menaces, terreur et tortures psychologiques, viols de jeunes filles dont certaines se sont suicidées, enrôlement d'enfants soldats, humiliation publique de quelques militaires des FACA (Forces Armées Centrafricaines) dont certains sont abattus froidement, déplacements de personnes pour se réfugier en brousse ou en forêt, élévation du taux de mortalité infantile et néo-natale à cause du non fonctionnement des services hospitaliers, ruptures d'approvisionnement de beaucoup de villes en médicaments et produits médicaux de premières nécessités, pénurie de biens de consommation sur les marchés et inflation généralisée, rupture de réseaux de communication avec certaines villes en dehors de Bangui, pillages et saccages des édifices publics, des hôpitaux, des écoles, vols et confiscation des véhicules de l'Etat et des particuliers, anéantissement de l'administration, ridiculisation de l'autorité de l'Etat, vandalisme de quelques rares unités de production économiques... La RCA est devenue ainsi un pays fantôme dont les valeurs éthiques ont été remplacées par le gain du pouvoir, l'injustice, la loi du plus fort, les règlements de compte et la chasse aux sorcières... les Catholiques résument le mal qui leur a été infligé par la « Séléka » de la façon suivante.

12. La répartition spatiale du Mal infligé par la « Séléka » aux Catholiques

Vols systématiques des moyens roulants : plus d'une centaine de véhicules et de motos volés. Profanation des édifices et des objets religieux à la Paroisse Saint Joseph de Mobaye, à Notre Dame de l'Immaculée Conception de Batangafo, à l'oratoire des Sœurs de Markounda. Pillage et saccage des Radios Catholiques à Berbérati et à Bossangoa. Perturbation des célébrations liturgiques. Coups de feu tirés dans la Cathédrale Notre Dame de l'Immaculée Conception de Bangui à la fin de la célébration du dimanche des Rameaux. Agression physique des prêtres, des religieux et religieuses (cas des Sœurs de Mbrés, des Prêtres de Bambari). Entrave aux déplacements des agents pastoraux dont 3 évêques, des prêtres et des religieuses bloqués à Bangui... Parallèlement aux Catholiques, les Protestants ont également subi le même sort.

13. Le Mal infligé par la « Séléka » aux Protestants

Les Protestants ont utilisés des mots et des propos qui ont une similitude avec ceux des Catholiques en allant plus loin pour dénoncer ouvertement ce qu'ils qualifient de « christianophobie » affichée par la « Séléka » à l'égard des chrétiens. Le constat reste le même. Depuis le déclenchement des hostilités le 10 Décembre 2012 jusqu'à l'entrée des Séléka dans Bangui le 24 Mars 2013, la kyrielle des meurtres au sein des populations civiles se durcit à tel point que chaque Centrafricain se demande les réels motifs de ce coup de force qui a destitué le régime de François Bozizé, vu la destruction totale et programmée de tout symbole de l'Etat et aussi le ciblage de la population civile des régions tous azimuts.

La « Séléka » s'est illustrée par des violations massives des droits humains : pillages à grande échelle et destruction des biens publics et privés, occupation illégale des maisons des particuliers, assassinats et meurtres... viols de simples citoyennes et de religieuses, profanations des églises et institutions religieuses, violences envers les serviteurs de Dieu (Prêtres et Pasteurs spécialement), incitation à la haine et au génocide, et mépris de l'intérêt général du pays. Sans être exhaustifs, voici quelques témoignages accablants des communautés chrétiennes victimes des vols et destruction des biens des particuliers.

A Ndélé, le Centre Culturel Chrétien dirigé par un Pasteur a été mis à sac ; plus de 120 tôles ont été emportées chez deux Pasteurs différents ; toujours dans cette même ville, deux chrétiens ont été libérés après le versement des rançons à 195.000F CFA ; 4 gros villages ont été incendiés et les Pasteurs ainsi que leurs fidèles sont dans la brousse à la merci des maladies

et autres risques...A Batangafo, un orphelinat a été pillé avec un véhicule emporté, les orphelins et les enfants traumatisés. A Bossangoa, un Pasteur a trouvé la mort dans sa maison incendiée et les éléments de la « Séléka » sont allés abattre un autre qui s'est réfugié dans son champ à l'extérieur de la ville. A Alindao, mise à sac du logement du Président de l'église, pillage systématique et destruction du Collège de Théologie Biblique, enlèvement de trois véhicules missionnaires, des motos des Pasteurs, des générateurs, des panneaux solaires, etc. A Mobaye, passage à tabac d'un Pasteur de la région. A Nola, un Pasteur a été visité à 22 heures et menacé d'être tué parce qu'il n'avait pas d'argent sur lui pour le leur remettre ; un autre Pasteur qui travaille avec une organisation chrétienne a reçu deux SMS de menace de mort. A Yaloké, le Pasteur d'une église à Zawa a vu son fils être abattu froidement devant ses yeux, lui-même violenté et humilié.

Sur la route de Bangui-Boali au PK13, lors d'une rencontre des églises baptistes, les « Séléka » sont venus récupérer les offrandes collectées dont on ignore le montant.

A Bangui, l'église évangélique des Frères du quartier Cité Jean XXIII, membre de la Fédération des Eglises des Frères a reçu des obus pendant que des chrétiens célébraient le culte, faisant plusieurs morts et blessés graves dont des enfants le dimanche 14 Avril 2013 ; à la sortie Est de la ville, un Pasteur aumônier a été abattu par les « Séléka » devant une église à Ouango, malgré la Bible qu'il leur montrait pour indiquer qu'il était serviteur de Dieu. Un autre Pasteur qui dirige une ONG chrétienne a été victime de pillage où les éléments de la « Séléka » ont enlevé 10 motos, 5 ordinateurs, 4 imprimantes, 1 photocopieur multifonction, 56 GPS, 7 appareils photos... La maison d'un Pasteur a été visitée à plus de 4 reprises par les Séléka qui ont fini par emporter 2 véhicules 4x4 et deux motos... Un responsable d'une organisation chrétienne a vu son véhicule emporté par les « Séléka » alors qu'il venait de perdre son père ; il fut brutalisé et menacé d'être tué et dépouillé d'une somme de 150.000F CFA qu'il avait en poche pour les funérailles de son père... Le véhicule d'un Pasteur a été enlevé alors qu'il revenait d'une mission d'évangélisation.

A Malimaka (Bangui) : la maison d'un Pasteur a été occupée quelques jours par les « Séléka » avant de la laisser aux propriétaires. A Boy-Rabé, (Bangui), deux véhicules d'un Pasteur ont été emportés et un autre sauvé de justesse par un assaillant ; c'est le même sort qui a frappé un autre Pasteur au PK12 de Bangui. Alors qu'un énième Pasteur était à l'église, les éléments de la « Séléka » sont allés piller chez lui, il a fallu l'intervention des forces françaises et de la FOMAC pour qu'ils soient empêchés d'emporter leurs butins. Lors d'un culte de

dimanche, un autre Pasteur a reçu la visite des éléments de la « Séléka » lui demandant de céder l'endroit pour qu'une mosquée soit érigée à la place de l'église, etc...

Toutes ces exactions s'étendirent à l'ensemble de la population centrafricaine soumise au grand banditisme. On recherchait des solutions au phénomène « Séléka » du point de vue politique en vain. Pour punir la « Séléka », il ne reste qu'une chose à faire : la chasser du territoire centrafricain par la force si nécessaire afin que les Centrafricains retrouvent un climat de paix et de cohésion sociale. C'est ainsi que le phénomène des « Anti-Balaka » a vu le jour en réponse impitoyable aux exactions odieuses perpétrées par les éléments de la Séléka.

14. L'entrée en scène des Anti-Balaka et l'équilibre de la terreur

La guerre asymétrique déclenchée par la Séléka a été ovationnée et soutenue par la quasi-totalité des musulmans d'origine tchadienne et darfourienne. Les objectifs inavoués de la coalition Séléka étaient le pillage des ressources de la RCA, la balkanisation du territoire et la confiscation de la moitié du pays afin de satisfaire ses ambitions confessionnelles et géopolitiques. Néanmoins, cette guerre a ouvert les yeux des Centrafricains, les poussant à se réveiller activement, à abandonner leur passivité traditionnelle et à se mobiliser pour la riposte générale et coordonnée d'autant plus qu'ils ont fini par se mettre d'accord pour appliquer une loi physique qui se résume de la manière suivante: lorsqu'une force d'invasion comme celle de la Séléka qui n'écoute personne sauf le langage des armes, agit avec violence sur des milieux physiques et humains contre l'intérêt général, il est logique qu'une autre force d'opposition visible ou invisible d'une intensité supérieure et de direction contraire puisse se manifester, c'est la force dite de réaction appelée ici « les Anti-Balaka ».

La Séléka qui est désormais considérée comme l'ennemi de tout le monde, va se heurter au phénomène d'Anti-Balaka qui apparaît comme son antidote. Résultat : la guerre fait rage partout en provinces ainsi qu'à Bangui où périrent un nombre inconnu et assez élevée de musulmans contraints de quitter massivement la RCA en direction du Soudan, du Tchad et du Cameroun et plus de 465 mosquées furent détruites... Les représailles réciproques se font échos quotidiennement avec des bilans matériels et humains assez lourds qui se traduisent par des villages incendiés, des familles endeuillées, des maisons détruites...Ce qui a entraîné une désorganisation de tous les secteurs de l'économie en particulier le secteur primaire avec la décadence agro-pastorale tenue par des paysans et des éleveurs Peuls Mbororos qui ont vu leurs activités pastorales à l'Ouest et au centre du pays décliner en voie d'extinction, etc. Bref, l'étendue du mal était énorme à tel point que la communauté internationale a fini par réagir par

rapport à la décadence de l'Etat et à l'ingouvernabilité du territoire dues à l'insécurité généralisée.

15. L'ingérence de la communauté internationale

Elle se traduit d'abord par l'ingérence de la France, des pays d'Afrique centrale, des Nations-Unies avec ses 11000 casques bleus, des ONG humanitaires dont les interventions se font dans le contexte de bras de fer entre Séléka et Anti-Balaka qui ont infligé à leurs coriaces adversaires de sévères corrections afin de libérer les populations de leurs griffes mortelles. Depuis lors, ses conflits meurtriers ont donné naissance à d'autres groupes armés désormais au nombre de quatorze (14). Leurs influences géopolitiques et géo localisées sur le territoire centrafricain se caractérisent par la ferme intention de diviser le pays et de s'en approprier. C'est ce que nous avons voulu qualifier dans cette analyse de balkanisation du territoire.

Conclusion

La RCA est un jeune Etat très fragile qui manque de maturité politique, économique et sociale dont les rapports de causalité se traduisent par la mauvaise gouvernance, l'héritage d'un lourd passé aggravé par des mentalités obscurantistes qui peuvent à tout moment, susciter la résurgence des vieux réflexes de la barbarie ancestrale considérée comme la racine culturelle du mal centrafricain. Depuis la date du 24 Mars 2013, les conflits ont dégénéré en pis dans l'ensemble du pays. Ils apparaissent comme les plus violents jamais enregistrés dans les annales de l'histoire contemporaine de la RCA, opposant des bandes armées (les Séléka et les Anti-Balaka) dont l'intensité des combats et les dégâts collatéraux ont entraîné la dérive inattendue de la RCA et la décadence de l'Etat ; d'où l'ingérence de la communauté internationale pour une sortie de crise militaro-politique dans laquelle la RCA s'est enlisée désespérément.

Notes bibliographiques

- Atlas Géopolitique et culturel du Petit Robert des noms propres, Dictionnaire le Robert, Paris 2001.
- Bounoung Fouda (B) : De la fragilité des Etats de l'Afrique centrale à une pensée reconstructive des Etats en déconstruction : Essai d'analyse, Enjeux n° 38, Janvier-Mars 2009, Bulletin d'analyses Géopolitiques pour l'Afrique centrale, FPAE.

- Centre d'Etude d'Afrique Noire : l'Afrique politique- vue sur la démocratisation à main basse, édition Karthala et CEAN, 1994.
- Le Citoyen : 16^e Année-Numéros 4087-4088, les 15 et 16 Mai 2013, Quotidien centrafricain indépendant. Pour la première fois, l'église protestante parle...Lettre des évêques de Centrafrique à Djotodia.
- Construire l'Afrique : Le Darfour- Clef de la stabilité en Afrique- Centrale- Occidentale- Orientale, le bimensuel de l'Afrique de l'Ouest et du Centre n° 174 du 1^{er} au 15 octobre 2006.
- Demichel (F) : Eléments pour une théorie des relations internationales, collection Mondes en devenir- Berger- levrault, Paris, 1986.
- Deschamps (H) : Les institutions politiques de l'Afrique Noire, QSJ ? PUF, 1976.
- La vie : Darfour – 200 000 victimes : la course contre la mort. Semaine du 31 Mai au 6 Juin 2007, n° 3222, la vie. Presse. Fr
- ND'O (R) : La RCA : Le Dialogue Politique Inclusif, un de trop ? Enjeux n° 38, Janvier-Mars 2009, bulletin d'analyses Géopolitique pour l'Afrique Centrale, FPAE.
- PNUD : Rapport national sur le développement humain, République Centrafricaine, 2008, Renforcer le capital social et la sécurité humaine- Un impératif pour la refondation de l'Etat Centrafricain. www.cf.undp.org-juillet2008
- PNUD : La Gouvernance pour l'avenir- Démocratie et Développement dans les Pays Moins Avancés, Mai 2006.
- Rapport mondial sur le développement humain- La coopération internationale à la croisée des chemins, PNUD, economica, Paris, 2005.
- Union Européenne : Délégation de la Commission Européenne au Tchad- Spécial Est du Tchad n° 9, Novembre 2008.